



# Enquête annuelle sur la compétitivité des entreprises 2018



*Affet Ben Arfa*

*Hanen Baklouti Trabelsi*

La présente note est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

## Remerciements

L'Institut Tunisien de la compétitivité et des Etudes Quantitatives tient à remercier tous ceux qui ont contribué à la réussite de l'enquête annuelle sur la compétitivité, notamment, les chefs d'entreprise ayant répondu au questionnaire pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à nos enquêteurs.

Les réponses recueillies ont servi de base pour analyser le climat des affaires et la compétitivité de l'entreprise pour l'année 2018 et identifier les principales insuffisances auxquelles il faut remédier afin d'améliorer l'environnement des affaires.

## Introduction

L'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives mène depuis l'année 2000 une enquête qualitative sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises.

L'objectif étant d'évaluer le climat des affaires en vue d'identifier les principales contraintes auxquelles se heurtent les entreprises dans l'exercice de leurs activités, d'évaluer les performances qu'elles ont réalisées ainsi que les efforts qu'elles ont menés pour préserver, voire même, améliorer leur compétitivité dans un environnement de plus en plus concurrentiel et, enfin, de recueillir leurs anticipations en matière d'activité, d'emploi et d'investissement.

Les résultats de l'enquête permettent d'éclairer les différents acteurs économiques sur la portée des réformes engagées et les actions à entreprendre, pour concrétiser les objectifs assignés en matière de compétitivité.

Depuis son lancement, l'enquête compétitivité a connu plusieurs changements qui ont touché aussi bien la taille de l'échantillon<sup>1</sup> que le questionnaire servant de base pour l'enquête en introduisant des modules spécifiques d'une année à l'autre en liaison avec les nouvelles préoccupations du pays. Pour l'année 2018, le zoom a concerné la logistique.

L'enquête 2018, dont les travaux sur terrain se sont déroulés durant les mois d'octobre et novembre, a ciblé 1200 entreprises privées opérant aussi bien dans l'industrie que dans les services et réparties sur tout le territoire tunisien. 973 y ont répondu par interview directe; soit un taux de réponse de 81%.

La répartition des entreprises enquêtées est comme suit : En termes de régime d'activité, 59% opèrent pour le marché local, 22% sont totalement exportatrices et 19% sont partiellement exportatrices.

En termes de répartition régionale, la majorité des entreprises interrogées, soit 84%, sont situées sur le littoral (46% au Nord-est, 33% au Centre-est et 6% au Sud est) et 16% sont disséminées dans les régions ouest de la Tunisie.

En termes de secteurs, 38% des entreprises questionnées opèrent dans le secteur des services et 62% sont dans le secteur industriel.

---

<sup>1</sup> - Passant de 200 entreprises industrielles en 2000 à 1200 entreprises industrielles et de services depuis 2015

Nous présentons dans ce qui suit les principaux résultats issus de cette enquête et qui sont relatifs à l'environnement institutionnel et réglementaire des affaires d'une part, et aux performances et anticipations des entreprises, d'autre part.

## Environnement des affaires

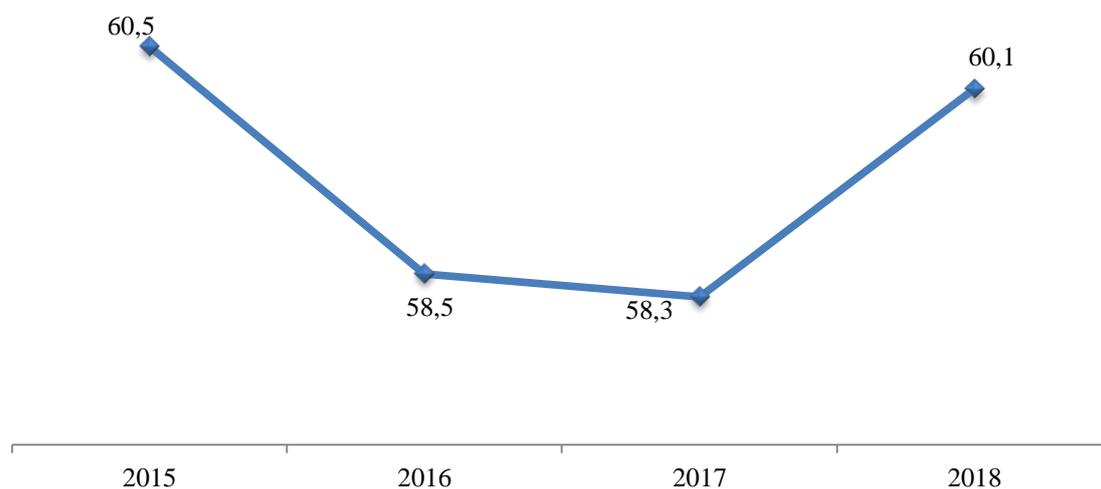
Pour tenir compte de toutes les perceptions portées sur les domaines de l'environnement des affaires, qu'elles soient positives ou négatives, un indicateur synthétique de perception du climat des affaires (IPCA) est élaboré depuis 2007.

Cet indicateur varie de 0 à 100: plus il se rapproche de 100, plus le climat des affaires est jugé favorable. Le suivi de l'évolution de l'IPCA permet de voir s'il y a ou non amélioration de la perception portée sur l'environnement des affaires.

### *Une amélioration de la perception globale de l'environnement des affaires*

Après deux années successives de recul, l'indicateur de perception du climat des affaires a connu une nette amélioration passant de 58,3 en 2017 à 60,1 en 2018, traduisant une meilleure perception des entreprises quant à l'environnement dans lequel elles œuvrent.

**Evolution de l'IPCA**

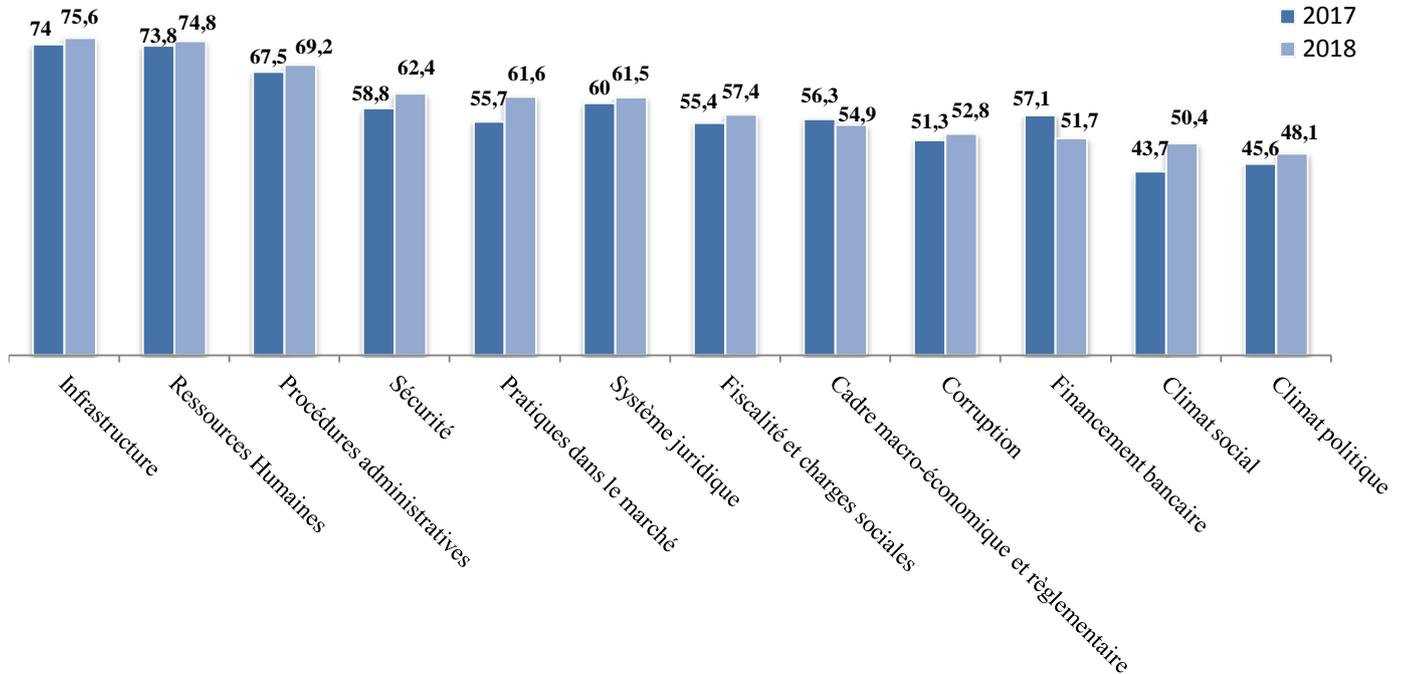


### *La plupart des facteurs ont contribué à l'augmentation de l'indicateur de perception du climat des affaires*

Sur les 12 domaines couverts par l'enquête, 2 seulement ont connu une tendance baissière de leurs indicateurs respectifs. Il s'agit du financement bancaire et du cadre macroéconomique

et réglementaire. Par contre, 3 volets, en l'occurrence le climat social, les pratiques dans le marché et la situation sécuritaire, ont vu leur indicateur respectif réaliser une avancée remarquable. L'amélioration continue au niveau de la perception de la situation sécuritaire traduit, ainsi, le succès des actions menées par l'appareil sécuritaire en matière de lutte contre le terrorisme.

Evolution de l'IPCA 2017-2018 (en %)

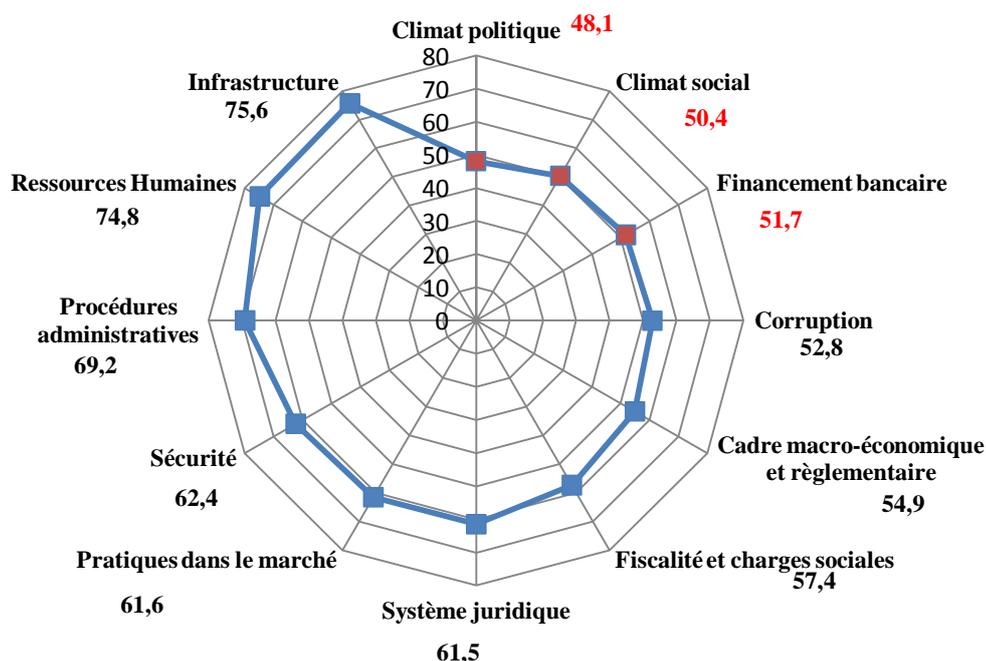


*Le climat politique, le climat social, ainsi que le financement bancaire sont les points faibles du climat des affaires de 2018*

L'examen des indicateurs partiels laisse dégager 3 principaux facteurs ayant tiré vers le bas la valeur de l'IPCA, entravant ainsi le bon déroulement des affaires en Tunisie.

Il s'agit surtout de la situation politique qui constitue le domaine le plus défavorablement perçu par les chefs d'entreprise. Vient par la suite la situation sociale et le financement bancaire qui représente une contrainte structurelle. La corruption, dont les répercussions négatives perdurent encore, le cadre macroéconomique et réglementaire et la fiscalité et charges sociales sont aussi des domaines qui sanctionnent le développement des entreprises en se classant 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> points faibles du climat des affaires en 2018.

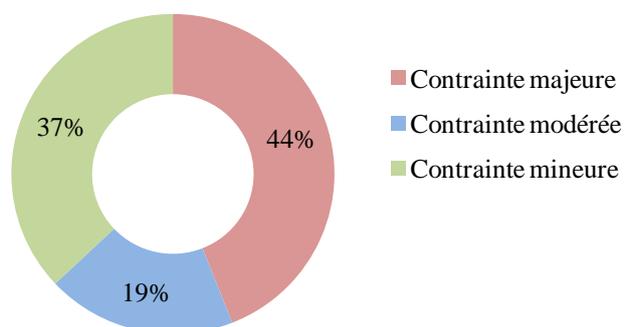
## Indicateurs partiels de perception du climat des affaires



### *Le climat politique est le domaine le plus défavorablement perçu*

En dépit d'une augmentation de l'indicateur partiel relatif au climat politique (passant de 45.6 en 2017 à 48.1 en 2018), synonyme d'une relative amélioration de la perception portée sur ce volet, le climat politique reste le domaine le plus défavorablement perçu avec 44% des entreprises le considérant comme contrainte majeure au bon déroulement de leur activité et à leur développement.

### Entreprises considérant le climat politique comme obstacle

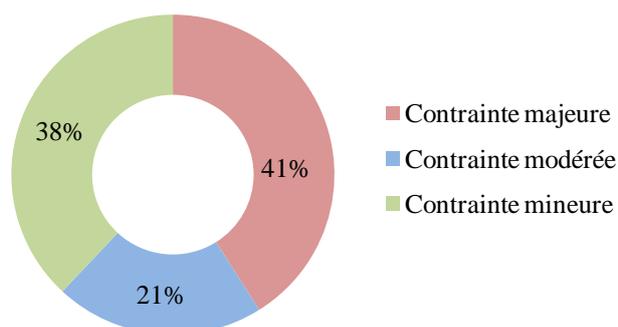


A ce titre, ce facteur continue à constituer l'une des principales contraintes à l'investissement, dans la mesure où l'instabilité politique serait la raison pour laquelle 36% des entreprises n'ont pas investi en 2018.

### *La situation sociale préoccupe encore les chefs d'entreprise*

Même si la perception y afférente s'est sensiblement améliorée entre 2017 et 2018, l'instabilité sociale reste considérée comme contrainte majeure par 41% des entreprises. Cette instabilité qui perdure depuis des années, serait l'une des principales raisons ayant dissuadé 32% des hommes d'affaires d'investir en 2018.

#### **Entreprises considérant le climat social comme obstacle**



Pire encore, il importe de révéler que *les tensions sociales (les grèves)* continuent à causer *des problèmes d'approvisionnement* pour 18% des répondants et ont même été derrière la suspension de l'activité au cours du premier semestre 2018 pour 1 % des entreprises enquêtées.

#### ***En plus des grèves, les entreprises dénoncent l'absentéisme dont le taux reste relativement élevé***

Après 3 années successives d'augmentation, le taux d'absentéisme semble marquer le pas en enregistrant une baisse relative en 2017 pour se situer à 5.3%, niveau qui reste élevé comparativement à 4.87% de 2014 (jugé tolérable<sup>2</sup> par rapport aux normes internationales).

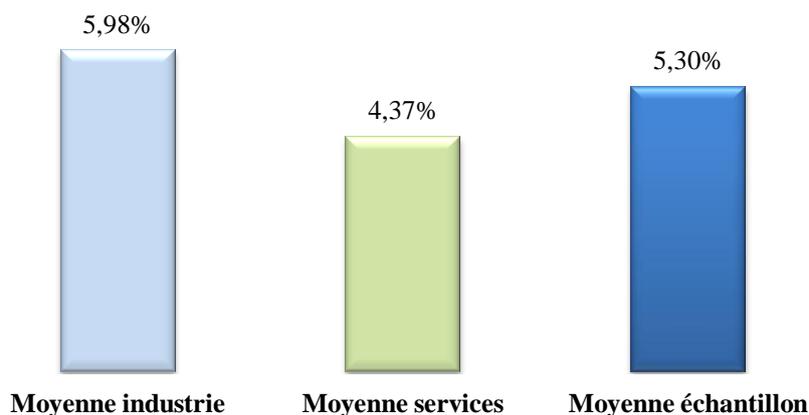
#### ***Avec des disparités significatives au niveau sectoriel***

Ce pourcentage, qui correspond 14.5 jours d'absence par an, révèle cependant des différences significatives selon les secteurs d'activité ; Le secteur des industries étant le plus touché (5.98% contre 4.37% pour les services).

---

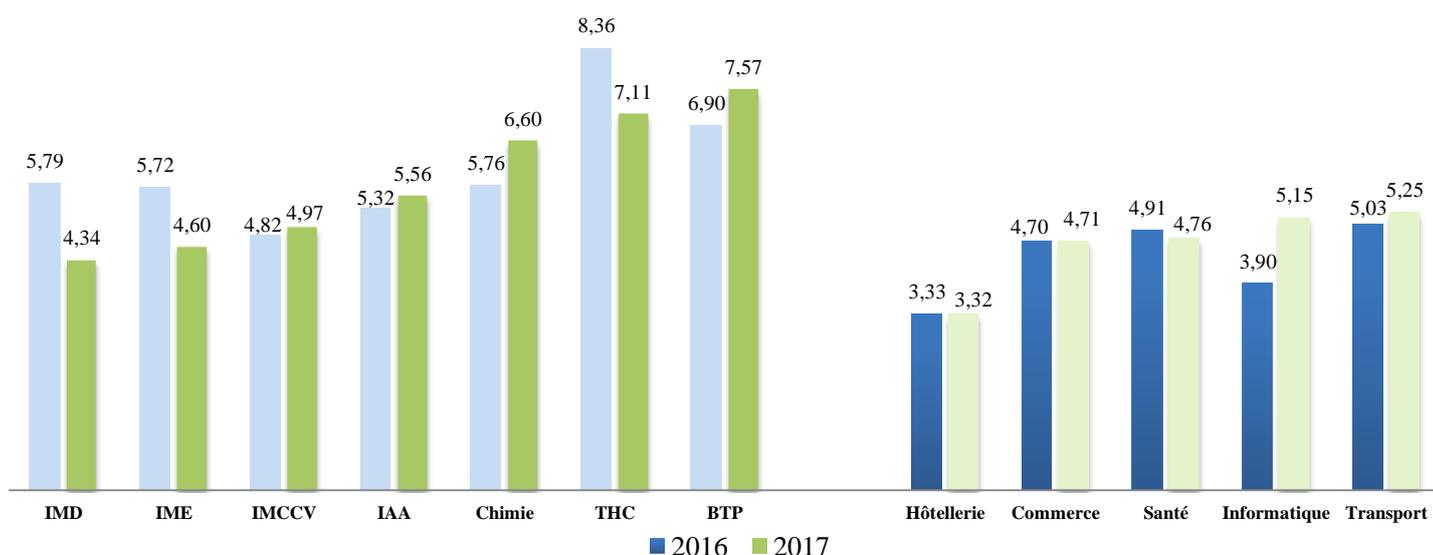
2- Quand le taux d'absentéisme est entre 4% et 5%

### Taux d'absentéisme



Le tourisme affiche le taux le moins élevé alors que les secteurs du BTP, des THC et des industries chimiques ont le plus pâti de l'absentéisme.

### Taux d'absentéisme par secteur (en %)

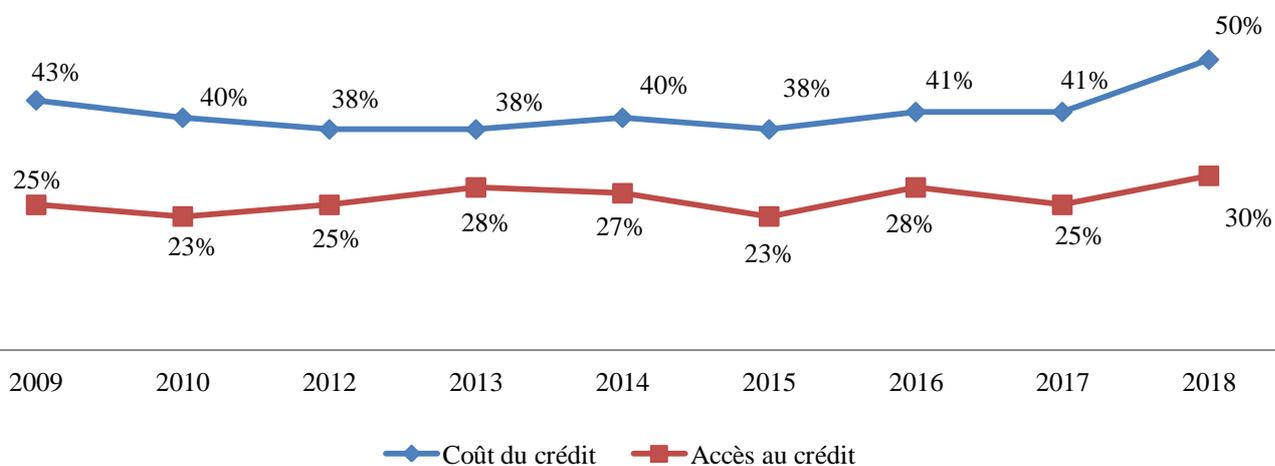


### *Financement bancaire: contrainte structurelle qui se resserre de plus en plus*

L'examen de la chaîne de financement des entreprises a montré que le financement bancaire continue à constituer la principale source de financement externe de l'entreprise bien que ce mode ait toujours été considéré comme contrainte sévère aussi bien au niveau du coût que de l'accès au crédit bancaire. En 2018 cette contrainte s'est davantage resserrée suite, notamment, à l'augmentation du taux d'intérêt directeur à plusieurs reprises avec une

conjoncture défavorable plaçant 47% des opérateurs dans une situation de besoin de financement d'exploitation.

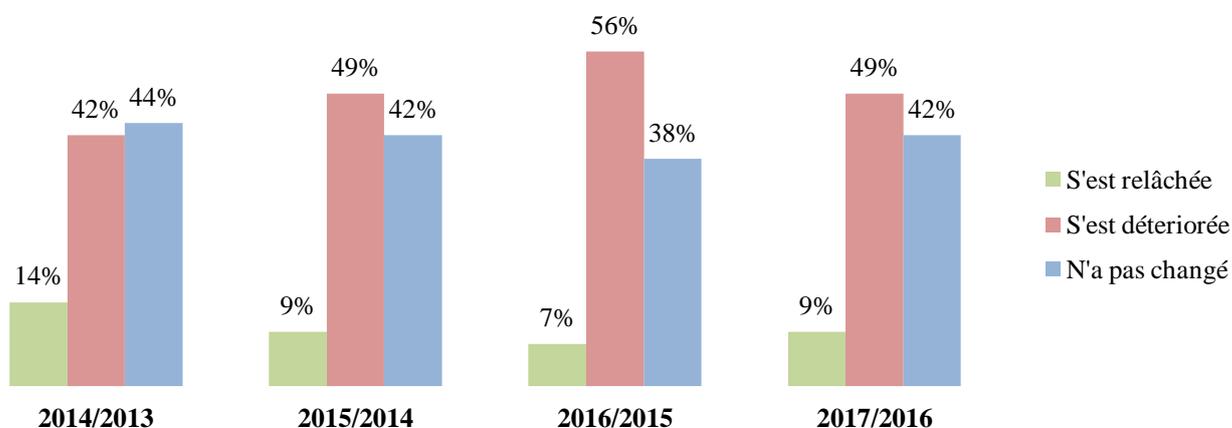
### Entreprises considérant le financement bancaire comme contrainte majeure



### Corruption : le paradoxe entre perception et réalité perdure encore

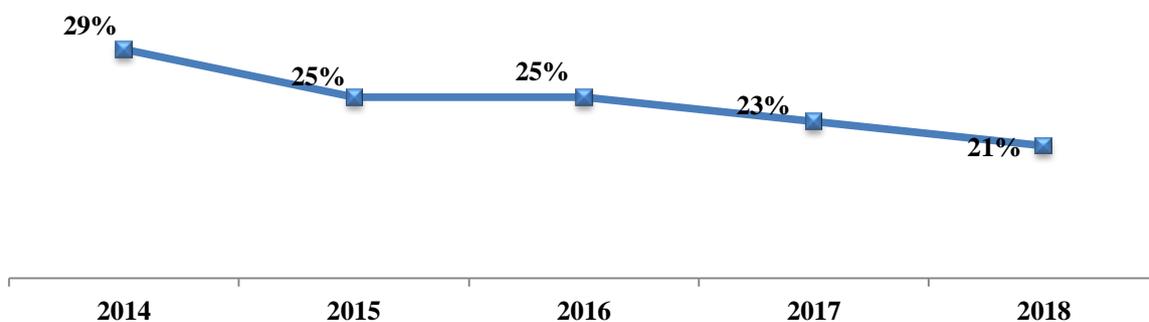
L'examen de l'évolution de l'indicateur de perception relatif à la corruption dans le secteur institutionnel montre que les chefs d'entreprise portent une vision moins négative quant à ce phénomène avec un indicateur partiel qui remonte de 51.3 en 2017 à 52.8 en 2018. Cependant la fréquence des entreprises déclarant une accentuation du phénomène a augmenté pour atteindre 54% contre 49% une année auparavant et ce, au dépend de ceux qui trouvent qu'elle s'est maintenue (38% en 2018 contre 42% en 2017).

### Comment a évolué le phénomène de la corruption ?



Cette situation paradoxale est encore mise en exergue lorsque, sur le plan des pratiques, le pourcentage des entreprises déclarant avoir été contraintes à payer des pots-de-vin continue sa tendance baissière entamée depuis l'année 2015, passant de 29% en 2014 à 21% en 2018.

#### Entreprises déclarant avoir été contraintes à payer des pots-de-vin

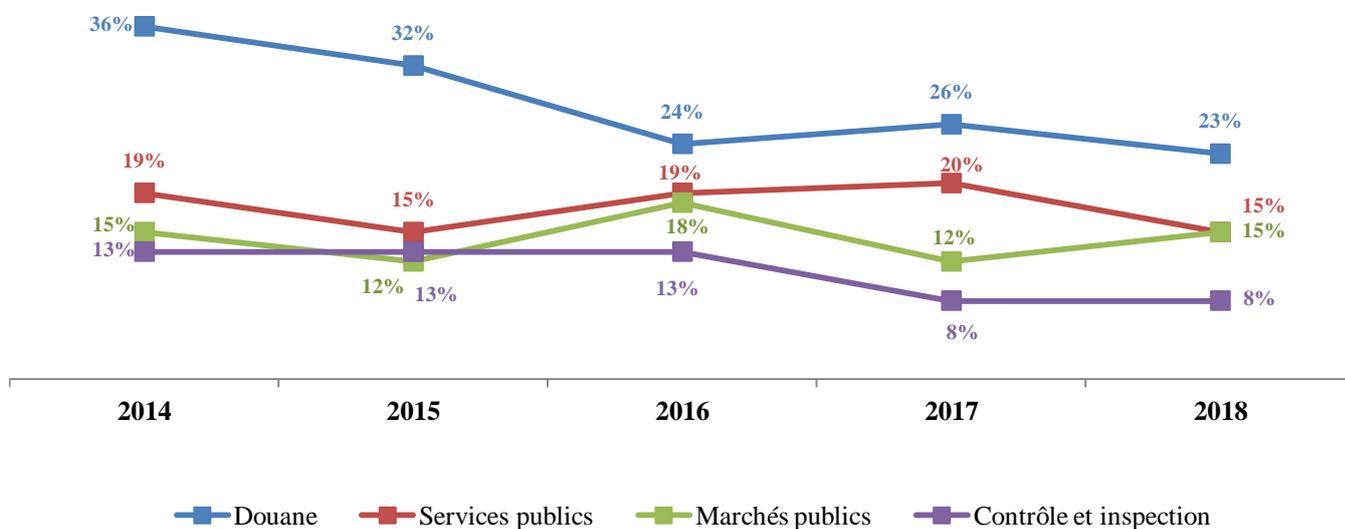


Cet écart entre la perception et la réalité pourrait s'expliquer par la lenteur dans l'application des mesures de lutte contre la corruption laissant prédominer les perceptions négatives malgré l'amélioration réalisée sur le plan pratique.

#### ...Avec une amélioration au niveau de la douane

Cette baisse sur le plan des pratiques est surtout remarquable au niveau des entreprises traitant avec la douane où le pourcentage de celles déclarant avoir été contraintes à payer des pots de vin est passé de 36% en 2014 à 23% en 2018.

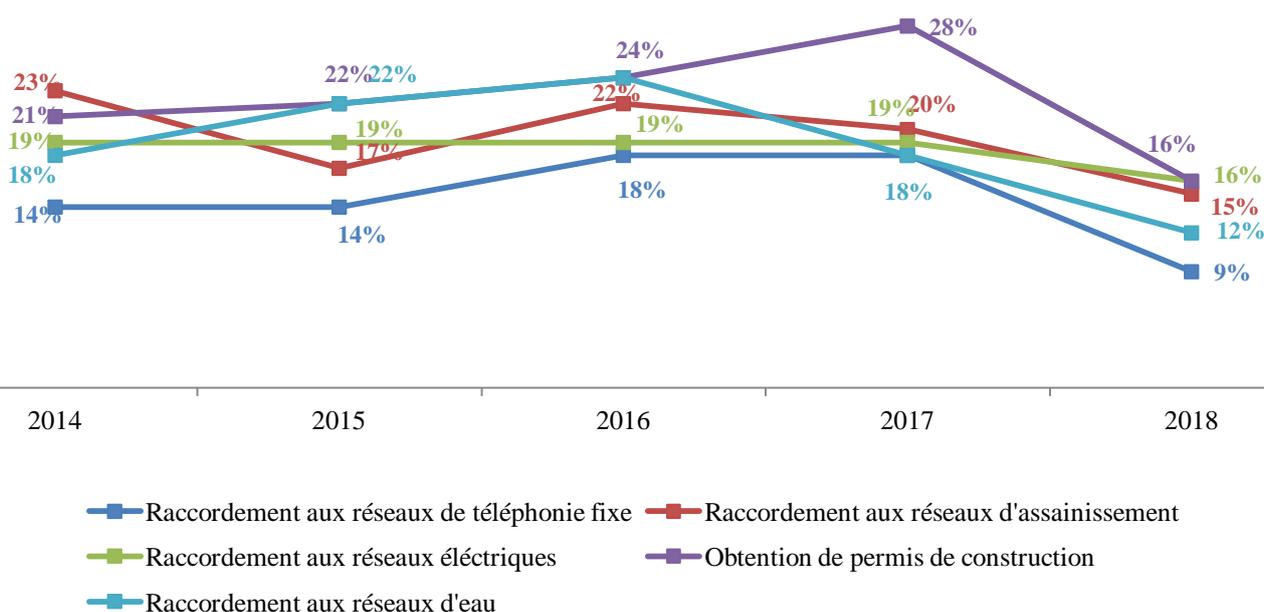
#### Entreprises contraintes à faire des versements non officiels



### ...et également au niveau des services publics

Les services publics sont aussi concernés par la baisse des pratiques de corruption avec, à leur tête, les services des autorisations de construction où la fréquence des entreprises déclarant avoir été contraintes de payer des dessous de table est passée de 28% en 2017 à 16% des concernés en 2018.

#### Entreprises contraintes à payer des pots-de-vin suite à une demande de service public

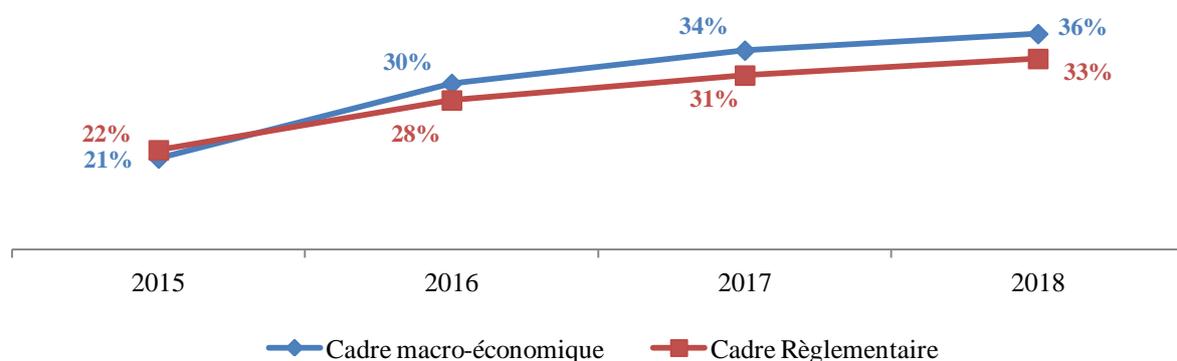


A ce niveau, suite à l'adoption de la loi relative à la protection des dénonciateurs et des témoins dans les affaires de corruption et celle relative à l'enrichissement illicite, un signal fort est déjà lancé signifiant qu'il y a une volonté politique pour lutter contre la corruption et rétablir l'autorité de l'Etat. Un tel signal serait nécessairement en mesure d'améliorer la perception de l'ampleur de la corruption dans le secteur institutionnel.

#### *Le cadre macroéconomique et réglementaire : une instabilité qui se confirme encore en 2018...*

La perception portée sur le cadre macroéconomique et réglementaire continue de se détériorer, comme en témoigne l'augmentation de la fréquence des entreprises le considérant comme obstacle majeur pour leur développement.

## Entreprises considérant le cadre macroéconomique et réglementaire comme contrainte majeure



Cette perception qui reflète l'instabilité par laquelle passe la Tunisie, tant au niveau macroéconomique que réglementaire, est compréhensible eu égard notamment à la dépréciation continue du dinar et à la hausse des prix.

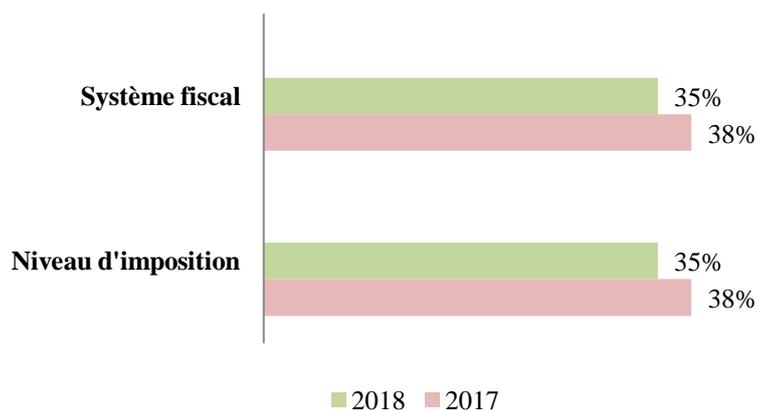
Rappelons à ce niveau, qu'étant en chute quasi-continue depuis 2011, le dinar tunisien n'arrête pas de s'effriter face aux devises européenne et américaine.

Cette instabilité du taux de change et l'augmentation des prix n'ont pas été sans conséquences sur l'activité des entreprises dans la mesure où elles ont causé des perturbations au niveau de l'approvisionnement pour respectivement 57 et 44% des entreprises concernées.

### *La fiscalité reste parmi les domaines contraignants du climat des affaires*

L'indicateur de perception relatif à ce facteur a enregistré une augmentation par rapport à 2017. Cependant et malgré une amélioration, la fiscalité reste considérée encore comme contrainte majeure par plus du tiers des entreprises enquêtées et ce, aussi bien en termes de niveau d'imposition que du système fiscal lui-même.

### Entreprises considérant la fiscalité comme contrainte majeure en %



A ce titre, le système fiscal tunisien a toujours été considéré complexe, engendrant un manque de confiance entre les autorités et les contribuables et favorisant l'évasion fiscale.

#### *La situation sécuritaire : un rétablissement qui se concrétise davantage*

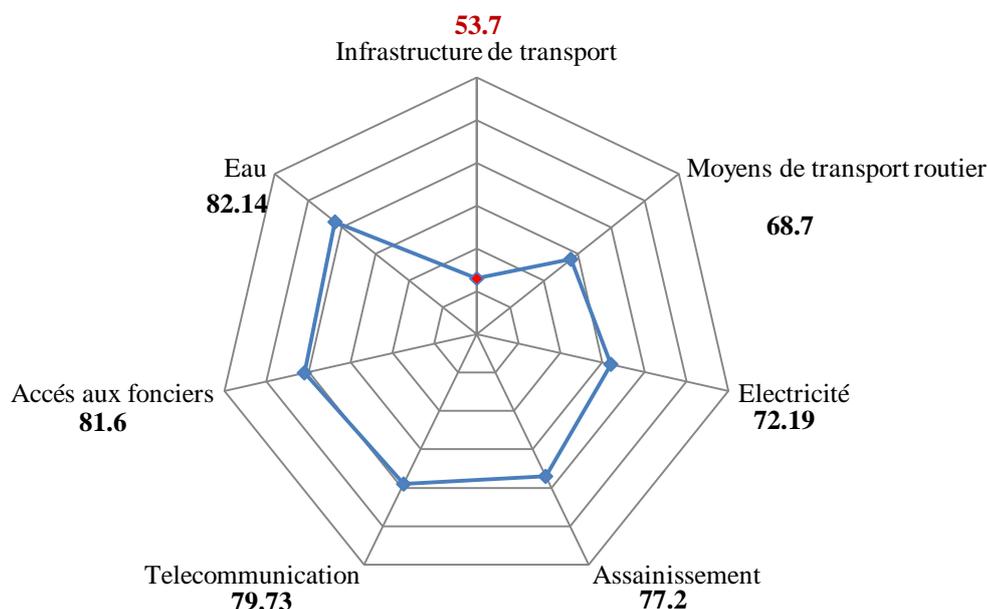
Avec une augmentation d'environ 4 points entre 2017 et 2018, l'indicateur de perception relatif à la situation sécuritaire a enregistré une amélioration substantielle pour atteindre 62.4 en 2018 contre 58.8 une année auparavant. Une telle évolution dénote l'effort remarquable déployé par l'appareil sécuritaire pour lutter contre le terrorisme et le crime de tous genres. Cette amélioration est encore plus perceptible à travers la baisse de la fréquence des entreprises déclarant que l'insécurité a été à l'origine de perturbations en matière d'approvisionnement (12% des entreprises concernées en 2018 contre 14% en 2017).

Par ailleurs, d'autres domaines de l'environnement des affaires ayant un aspect structurel méritent plus d'attention. Il s'agit, **des pratiques du marché, du système judiciaire et des procédures administratives** qui souffrent respectivement des délais souvent trop longs de résolution des litiges et de complexité des procédures.

#### *D'autres insuffisances sont aussi à relever au niveau de l'infrastructure....*

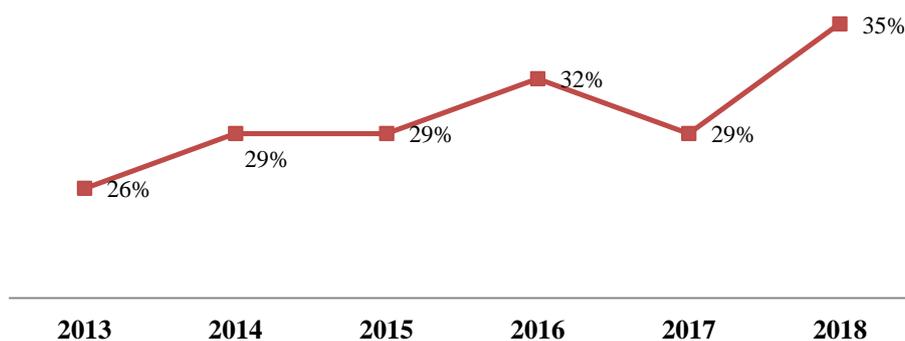
Bien qu'elle semble bien perçue, l'infrastructure cache des insuffisances, notamment, au niveau du transport surtout dans les régions de l'intérieur.

### Indicateurs partiels de perception de l'infrastructure



En effet, le pourcentage des entreprises ayant identifié ce facteur comme étant une contrainte sévère a augmenté durant les cinq dernières années passant de 26% en 2013 à 35% en 2018.

### Entreprises considérant l'infrastructure du transport comme contrainte majeure (2013 – 2018)



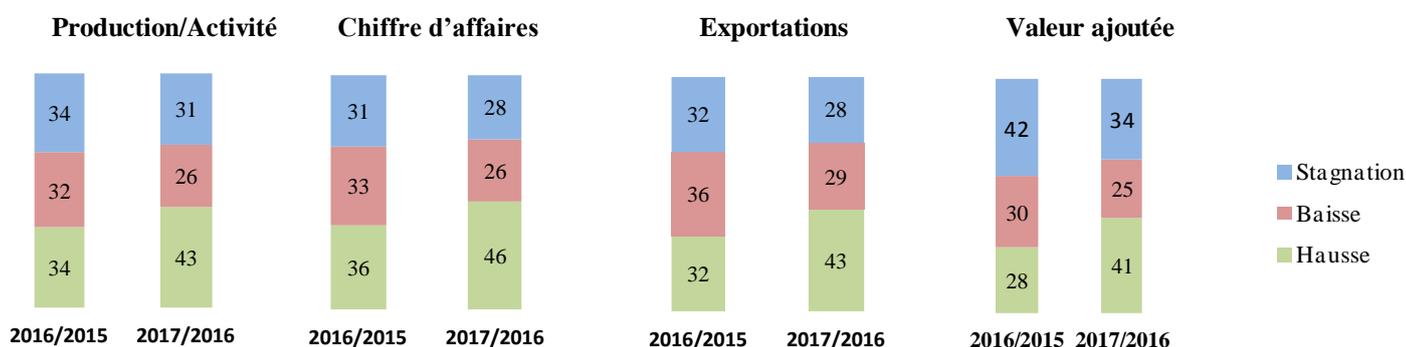
Le développement de ce facteur s'avère nécessaire puisqu'il constitue le maillon essentiel de la performance logistique en Tunisie et qui pourrait avoir un impact direct sur les activités d'approvisionnement, de production et de livraison des entreprises.

## Performances et anticipations

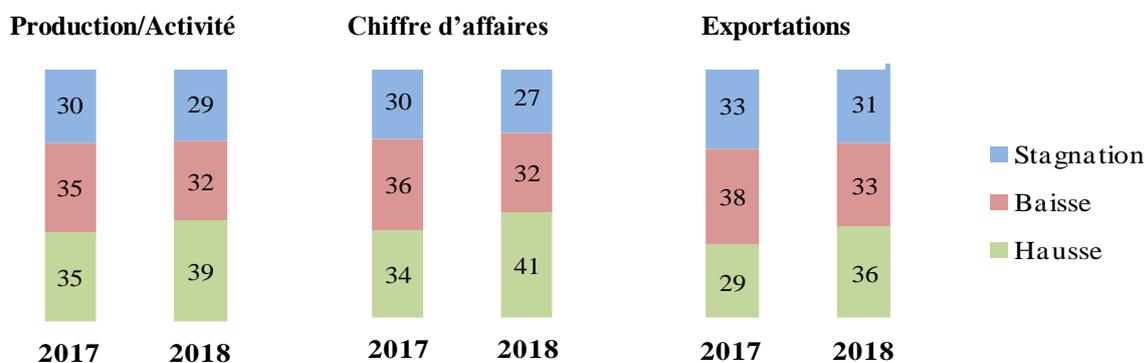
### *Une amélioration des indicateurs de performance qui se confirme encore en 2018*

Les résultats de l'enquête 2018 confirment la reprise de la croissance économique qu'a connue la Tunisie en 2017 et en 2016 avec une augmentation de la part des entreprises déclarant de meilleures performances tant au niveau de la production et du chiffre d'affaires qu'à celui des exportations et de la valeur ajoutée et ce, au détriment des entreprises déclarant plutôt un recul.

**Evolution des indicateurs d'activité (en %)**



**Evolution des indicateurs d'activité durant le 1<sup>er</sup> semestre de l'année en cours par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'année précédente**

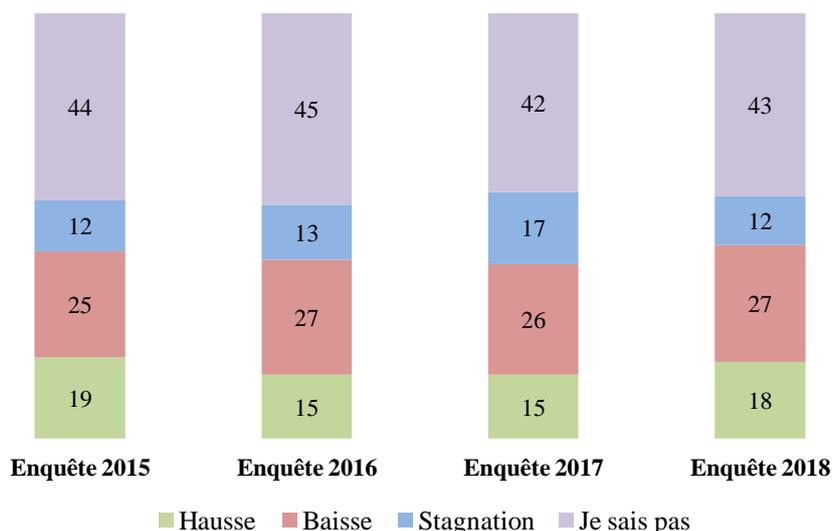


*Cependant, le manque de visibilité continue à marquer les anticipations des chefs d'entreprise sur le plan national....*

Les climats politique et social du pays, tels qu'ils sont perçus par les chefs d'entreprise, semblent influencer les anticipations de ces derniers quant à l'évolution future de l'économie du pays. En effet, 43% n'arrivent pas encore à avoir une vision claire pour l'année 2019 ; pourcentage qui n'a pas connu de changement durant les 5 dernières années, contre une baisse

remarquable de la fréquence des chefs d'entreprise affichant un certain optimisme pour se situer à 18% seulement, contre 34% quatre années auparavant.

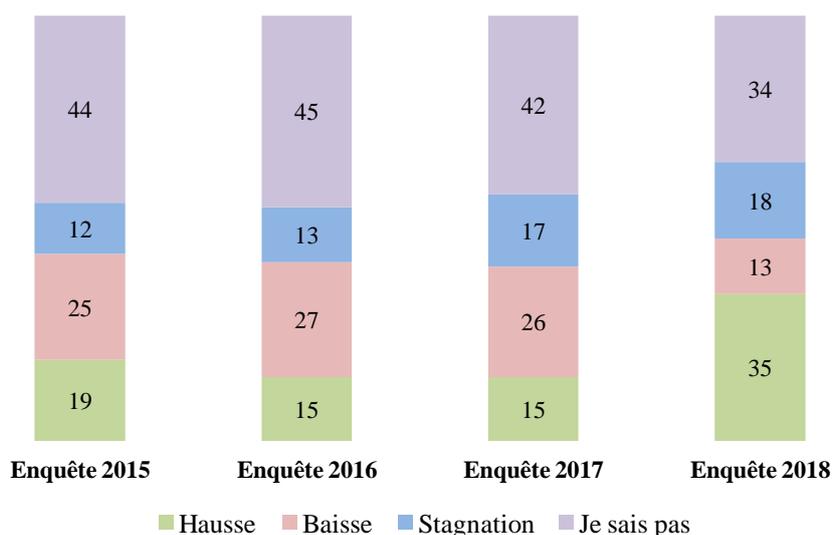
**Anticipations des chefs d'entreprise quant à l'évolution de l'économie du pays pour l'année à venir en comparaison avec les enquêtes précédentes**



*...et aussi en ce qui concerne leur propre activité*

S'agissant des perspectives d'évolution de leur propre activité, les réponses recueillies auprès des entreprises laissent déduire que le pourcentage des entreprises optimistes a légèrement augmenté par rapport à celui des 3 dernières années. Il est à noter, également, qu'une entreprise sur trois, demeure incertaine quant à l'évolution de son activité en 2019. Cette fréquence n'a pas connu un changement significatif lors des 5 dernières enquêtes.

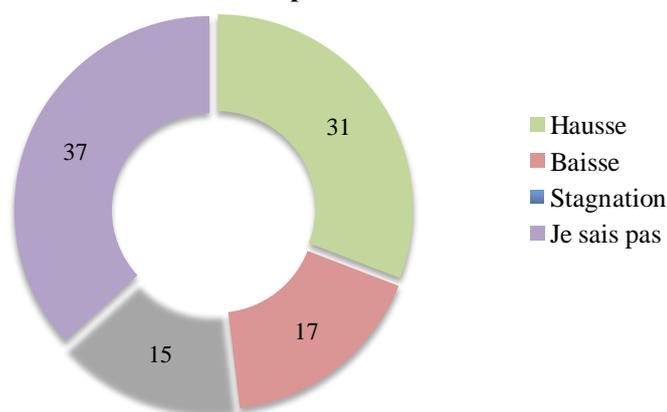
**Anticipations des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leur activité pour l'année à venir en comparaison avec les enquêtes précédentes**



### ...et celle du secteur dont elles relèvent

L'incertitude des chefs d'entreprises est encore visible lorsqu'il s'agit d'anticiper l'évolution du secteur dans lequel ils opèrent. A cet effet, 37% des interrogés ont déclaré qu'ils n'ont pas une vision claire sur l'évolution future de l'activité de leur secteur. Pour le reste des interviewés, la vision pour l'année 2019 est partagée entre ceux qui prévoient une hausse (31%) et ceux qui prévoient une baisse (17%) ou encore une stagnation de l'activité du secteur (15%).

**Anticipations des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leur secteur pour l'année à venir**

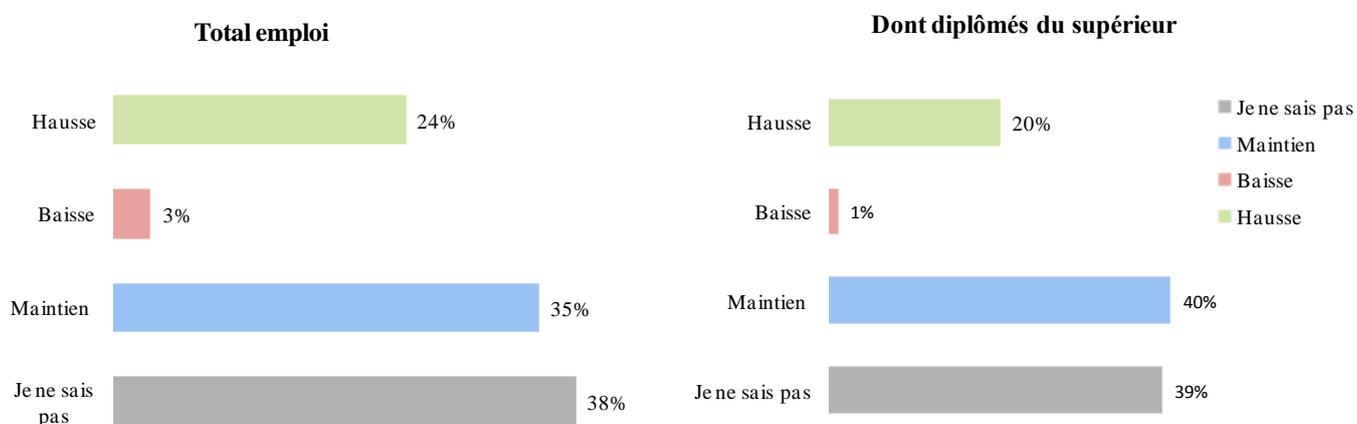


### L'incertitude marque aussi les anticipations en matière d'emploi

En matière d'emploi, 24% des entreprises ont déclaré qu'elles envisagent d'embaucher en 2019. Cette fréquence est encore plus faible (20%) lorsqu'il s'agit du recrutement des diplômés du supérieur.

Notons que dans un contexte encore incertain, un nombre important reste prudent aussi bien pour l'embauche des diplômés du supérieur que pour toutes les autres catégories.

**Quelles sont vos perspectives d'emploi pour 2019?**

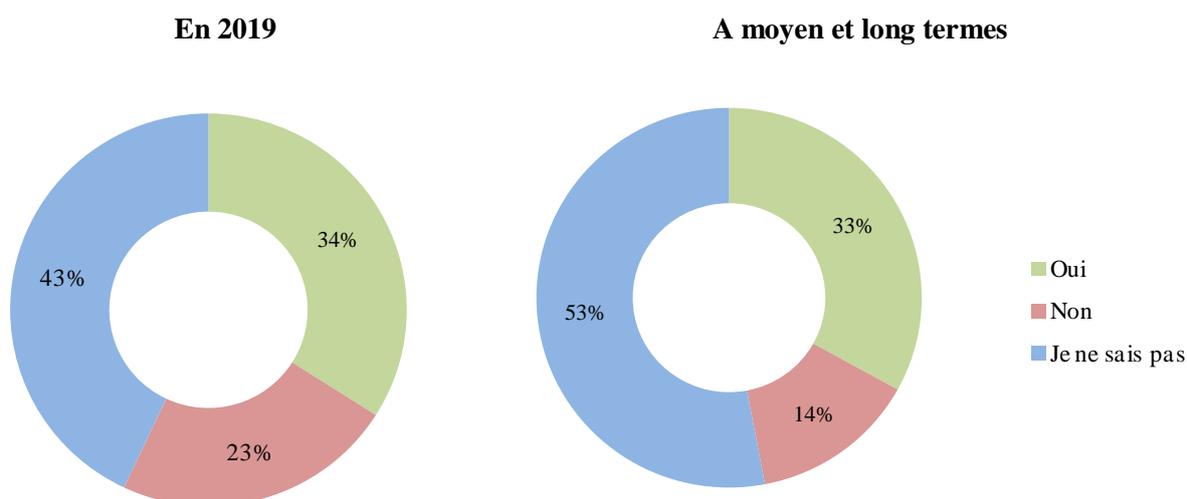


Les investigations sectorielles montrent que les anticipations d'embauche sont plus marquées pour l'industrie manufacturière au niveau des entreprises opérant dans les Industries manufacturières diverses et la Chimie (respectivement 41 et 40%). Pour les services, le pourcentage le plus élevé se situe au niveau du secteur de l'informatique (52%).

*Avec, cependant, un certain optimisme concernant les anticipations d'investissement notamment à moyen et long termes*

En matière d'investissement, les perspectives de court terme laissent déduire qu'en dépit d'une conjoncture défavorable et des contraintes relatives au climat des affaires, plus du tiers des entreprises a exprimé son intention de réaliser des investissements en 2019 (pour le moyen et le long terme, le taux est de 33%).

#### Projetez-vous de réaliser des investissements?



Cependant concernant la localisation des investissements anticipés, il ne faut pas s'attendre à une réorientation profonde vers les régions prioritaires. En effet parmi les entreprises qui affichent des intentions d'investissement près de 80% comptent investir dans le même gouvernorat où elles sont déjà installées.